

Pourquoi les confidences d'Emmanuel Macron montrent qu'il n'a toujours pas véritablement compris la nature de la crise des Gilets jaunes



Lors de ses confidences aux journalistes, Emmanuel Macron a annoncé qu'il avait entamé une conversion personnelle et que sa compréhension du pays était en quelque sorte enrichie par le fait que ses 18 premiers mois de mandats l'aient scarié. Mais la rupture entre le président et les Gilets jaunes est plus béante que jamais.

Avec Jean-Sébastien Ferjou
Avec Les Arvernes

Atlantico : Lors de ses confidences aux journalistes, Emmanuel Macron a annoncé qu'il avait entamé une conversion personnelle et que sa compréhension du pays était en quelque sorte enrichie par le fait que ses 18 premiers mois de mandats l'aient scarié. Sans remettre en cause la sincérité du chef de l'Etat, cette conversion peut-elle produire des résultats différents ?

Jean-Sébastien Ferjou : Emmanuel Macron change de méthode, c'est incontestable. Il a compris que la magie de son verbe qui lui avait servi à établir très rapidement une relation directe avec les Français ne pouvait suffire pour réussir à gouverner le pays. Le président a besoin des corps intermédiaires, que sont les élus locaux, les parlementaires ou les syndicats et il l'affiche; il a également besoin des relais d'opinion et -parfois- de pédagogie que sont les journalistes et il en accepte l'idée, fut-ce à contre-cœur tant ses vaticinations sur les errances des chaînes d'info ou la paresse ou la mauvaise foi menant à la diffusion de Fake news montrent que ses confidences sont vécues sur le mode du mal nécessaire. Peu importe, ni les médias, ni lui n'en mourront.

Sur le fond en revanche, la conversion annoncée paraît plus superficielle. Emmanuel Macron veut certes parler aux corps intermédiaires mais comme le confirme le flou qu'il continue à entretenir sur la traduction en actes politiques des résultats du Grand Débat, il semble penser qu'exprimée par le truchement de corps intermédiaires, la magie de son verbe suffira. Quitte à recourir à un référendum mais cantonné à des questions institutionnelles et, en l'état, certainement pas appliqué à des questions plus liées à l'orientation des politiques à mettre en oeuvre pendant la suite de son quinquennat. En creux se dessine la configuration dans laquelle il se projette : retourner la salle, qu'elle soit réelle et remplie de maires ou virtuelle et constituée de son socle électoral, grâce à ses connaissances encyclopédiques sur une multitude de sujets comme ses talents d'orateur incontestables. D'une certaine manière, sa grande habileté cumulée à la médiocrité de ses opposants -qui ne le poussent pas à devenir meilleur- pourrait se révéler un piège. A sortir de la crise par l'habileté plus que par une réponse politique de fond co-construite avec des corps intermédiaires, le Président prend le risque de reculer pour mieux sauter. Que son image personnelle s'améliore ne changera rien aux facteurs d'insatisfaction qui heurtent les Français dans leur quotidien ou en fin de mois.

Plus inquiétant, le Président semble toujours imprégné d'une logique très conflictuelle du "eux contre nous". Cette configuration n'est pas dangereuse dans le cadre d'un conflit circonscrit, c'est-à-dire lorsqu'un gouvernement s'oppose par exemple à la CGT, à des cheminots ou des jeunes réclamant le retrait du CPE, parce qu'alors le "eux contre nous" est limité à un seul objet. L'un des deux camps l'emporte et le "eux contre nous" se dissipe. Au début de la crise des Gilets jaunes, le mouvement était plus ou moins circonscrit à la question de la transition écologique. Mais très vite, il est devenu autre chose. Dès lors, jouer le "eux contre nous" est devenu dangereux alors qu'entre 40 et 60% des Français, à des degrés différents ont exprimé du soutien, de la sympathie ou de la compréhension pour les Gilets jaunes et que dans le même temps la revendication n'est plus circonscrite mais systémique – car avec les Gilets jaunes, il s'agit bien d'une contestation du système tel qu'il fonctionne et plus d'un simple mouvement social. A ignorer cet aspect, Emmanuel Macron s'inscrit à son corps défendant dans une logique de guerre civile ou de révolution. Quand le "eux" devient plus ou moins la moitié des Français qui doutent du système et que le "nous" ne représente pas beaucoup plus qu'un Français sur 5, on n'est plus dans un conflit social précis, circonstanciel.

Et Emmanuel Macron ne cesse d'alimenter ce risque-là. Quand on lit dans Le Monde de ce vendredi le portrait d'Ismaël Emelien qui montre qu'au mois de décembre la garde rapprochée du Président a eu l'idée de faire visiter l'Arc de Triomphe aux Français, de les faire défiler à l'intérieur du bâtiment pendant une semaine afin de leur montrer les dégâts commis par les Gilets jaunes comme s'il s'agissait d'une sorte de chapelle ardente, on se dit que l'Elysée s'inscrit dans une espèce de rupture absolue, irrémédiable avec les Gilets jaunes.

Le président et ses ministres sont dans leur rôle de garants de l'ordre public lorsqu'ils rejettent catégoriquement la partie insurrectionnelle des Gilets jaunes – ceux qui ont défoncé la porte du ministère de Benjamin Griveaux, frappé des policiers ou multiplié la casse. Mais lorsqu'ils s'inscrivent dans une rupture totale avec des Gilets jaunes qui se trouvent être peu ou prou Monsieur et Madame Tout le Monde, c'est un vrai danger.

La distinction faite par Emmanuel Macron dans ses confidences aux journalistes entre les Gilets jaunes des ronds-points et ceux des manifestations du samedi est totalement artificielle. Il y a une continuité entre les gens qui continuent à manifester et ceux qui sont sur les ronds-points. Il aurait été plus compréhensible de faire la distinction entre les 60% de Français dont le cœur a balancé et les Gilets jaunes casseurs. Quant à la posture qui consiste à soutenir que lui-même serait Gilet jaune parce qu'il comprend parfaitement la revendication sur la réduction du nombre de parlementaires ou sur le fait que le travail paye, c'est encore malgré tout une forme de provocation.

Il semble qu'Emmanuel Macron même s'il dit avoir compris que sa position créait une asymétrie entre lui et les Français ne puisse pas s'empêcher d'accentuer la rupture même lorsqu'il s'emploie à la réparer. Quand il dit hier "Jojo en gilets jaunes sur les chaînes d'info, on le met au même niveau qu'un ministre ou qu'un député", il a raison de souligner le problème de la représentativité dans une démocratie représentative. Pour le coup, il est normal de considérer non pas que la parole d'un député vaut plus mais qu'elle représente plus que celle d'un gilet jaune lambda. Sauf que la manière dont il le dit, encore une fois, mélange deux choses : la représentativité donc, et c'est son rôle en tant que garant des institutions, et le fait de traiter une partie des Français comme des sous-citoyens qui n'auraient vocation qu'à être des mineurs politiques. Et cette rupture l'inscrit soit dans la guerre civile soit dans une logique de démocratie censitaire.

On entend aussi derrière cette distinction binaire les autres distinctions faites plus tôt dans son quinquennat – "les gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien" par exemple – qui n'ont pas eu pour résultat de susciter l'apaisement...

Jean-Sébastien Ferjou : Sans avoir à sonder le cœur et les reins du Président de la République, toutes les paroles d'apaisement qu'il a eu vis-à-vis des Gilets jaunes ont toujours plus relevé de l'habileté et de la posture que de la vraie compréhension. Par exemple la figure récurrente dans ses propos de la mère de famille isolée qui a des problèmes de fin de mois. Mais il n'y a pas que des mères de familles isolées qui ont des problèmes de fin de mois, mais aussi des mères de familles isolées qui ont manifesté sur les ronds-points et des mères de familles isolées qui ont pu s'associer à des actions violentes et bien d'autres gens qui ne sont pas des mères de familles isolées qui ont manifesté sans jamais s'associer à des actions violentes. Quasi systématiquement, il finit par contredire les paroles d'apaisement qu'il a pu avoir vis-à-vis des gilets jaunes.

Et sur le fond, il sous-estime le côté pompier pyromane qu'il y a à vider les mots de l'opposition de leur sens. Inégalités, reprendre le contrôle, migrants, il s'empare de thématiques en prétendant en être le représentant alors que le fond de la politique qu'il mène ne correspond pas à ce qu'il en décrit. Pour le débat public et la démocratie, c'est problématique.

Dans les mêmes confidences données aux journalistes, Emmanuel Macron a énuméré les points sur lesquels il considèrerait avoir évolué : la nécessité d'une forme de déconcentration, le rôle clé des "corps intermédiaires", la transformation de "l'Etat profond", la restauration de "l'autorité" du politique, la volonté de "reprise de contrôle", ou encore la possibilité d'un "référendum" qui ne soit pas balayé "comme celui de 2005". Faut-il y voir une vraie autocritique et une annonce de réels changements ?

Les Arvernes : On peut certes reconnaître à Emmanuel Macron d'essayer de faire amende honorable après cette crise des gilets jaunes qui a marqué notre pays. Mais je crois qu'il fait une erreur de jugement générale, qui est une erreur de compréhension de notre système politique. Tout d'abord je ne pense pas qu'il soit nécessaire de proposer une politique avec plus de girondisme pour la France, car cela va à l'encontre du fonctionnement de notre système. L'ambition girondine telle qu'elle s'est matérialisée depuis 1982 par la grande loi a été très mal mise en œuvre, et au lieu de permettre à la France d'avoir des territoires dynamiques, est devenue un système de reconstitution de potentats locaux, souvent très corrompus qui ont beau jeu, et ils n'ont pas toujours tort, de dire que tout

n'est pas de leur faute parce que l'Etat central ne fait pas toujours son travail. Ce n'est pas la solution. La solution viendrait de quelqu'un qui utiliserait, contrairement à Emmanuel Macron, enfin bien la Ve République. Il aurait mieux fait de proposer une lecture plus gaullienne de nos institutions pour défendre une autorité politique plus assumée. Emmanuel Macron est celui qui parachève la fragilisation terrible de la Ve République. Tout cela en ne faisant pas une seule réforme de fond, ce qui est catastrophique.

Quand à la question de l'Etat profond, il faut ne pas connaître le fonctionnement de l'Etat – c'est l'énarque défroqué qui parle – pour penser que c'est la haute administration décide. C'est l'inverse. La haute administration, depuis que le pouvoir politique s'est considérablement affaibli, soit compense les erreurs du politique, soit dans l'absence complète de directive politique qui ne sait pas ce qu'il veut suit de procédures et des habitudes. Monsieur Macron n'échoue donc pas parce que la haute administration ne veut pas le suivre, cette dernière est d'ailleurs très largement macroniste puisque les chasses aux sorcières ont eu lieu au début du quinquennat de François Hollande. C'est pour cela qu'il n'a pas changé grand monde : Emmanuel Macron gouverne avec des gens qu'il connaissait déjà avant d'être président.

Les erreurs sont donc d'abord des erreurs politiques, d'un pouvoir qui panique et grand paradoxe bâtit des usines à gaz sans en parler avec sa haute administration. Puis l'administration dit que ce n'est pas possible, et rien n'avance. Exemple : le coût des 13 milliards demandés aux collectivités. Ou le coût du SMIC. Et c'est un paradoxe de plus : les gens pensent que parce qu'il a fait l'ENA, Emmanuel Macron comprend l'appareil d'Etat. Mais c'est faux. Il est le prototype de l'énarque qui a fait l'ENA comme une super business school, comme un marchepied de carrière. Mais ce n'est pas ça faire l'ENA. Etre à l'inspection des finances, un corps très noble au demeurant, ou être chez McKinsey, c'est pareil. Ce n'est pas ça connaître l'Etat. D'une certaine manière, on fait crédit à Macron de sa capacité à conduire la machine Etat parce qu'il est énarque, mais il la conduit en fait moins bien que des non-énarques.

Cependant, le "débat permanent", nouveau mot d'ordre du Président, ressemble à une application pratique du "en même temps". De plus Emmanuel Macron affirme qu'il ne veut pas changer de politique mais de "méthode". S'il veut changer les choses, n'est-il pas cependant problématique qu'il insiste systématiquement sur cette méthode ?

Les Arvernes : Je ne dirai pas les choses de cette manière. Je ne pense pas que ce qui désespère fondamentalement les Français est la façon dont notre démocratie fonctionne. Ce qui les exaspère, c'est la façon dont elle dysfonctionne. La question pour eux n'est pas de savoir comment on va arriver à des résultats, mais d'y arriver. Ce n'est pas parce que notre système ne fournit pas les résultats que les gens se posent pour autant la question de la méthode. Les gens ne sentent pas humiliés et méprisés parce que le Président a des pouvoirs extravagants dans notre démocratie, mais parce que tout cela ne débouche sur rien. Et tout ça débouche au contraire sur le sentiment en partie vrai que leur situation relative se dégrade. Pour faire une analogie : c'est exactement comme le déficit démocratique européen. On se poserait infiniment moins la question de savoir si l'Europe est démocratique ou pas si elle avait des résultats à la hauteur de ce qu'elle proclame. Le problème n'est pas la participation des citoyens mais la capacité par ceux qui exercent le pouvoir de bien l'exercer au profit des citoyens et que ceux-ci s'en rendent compte.